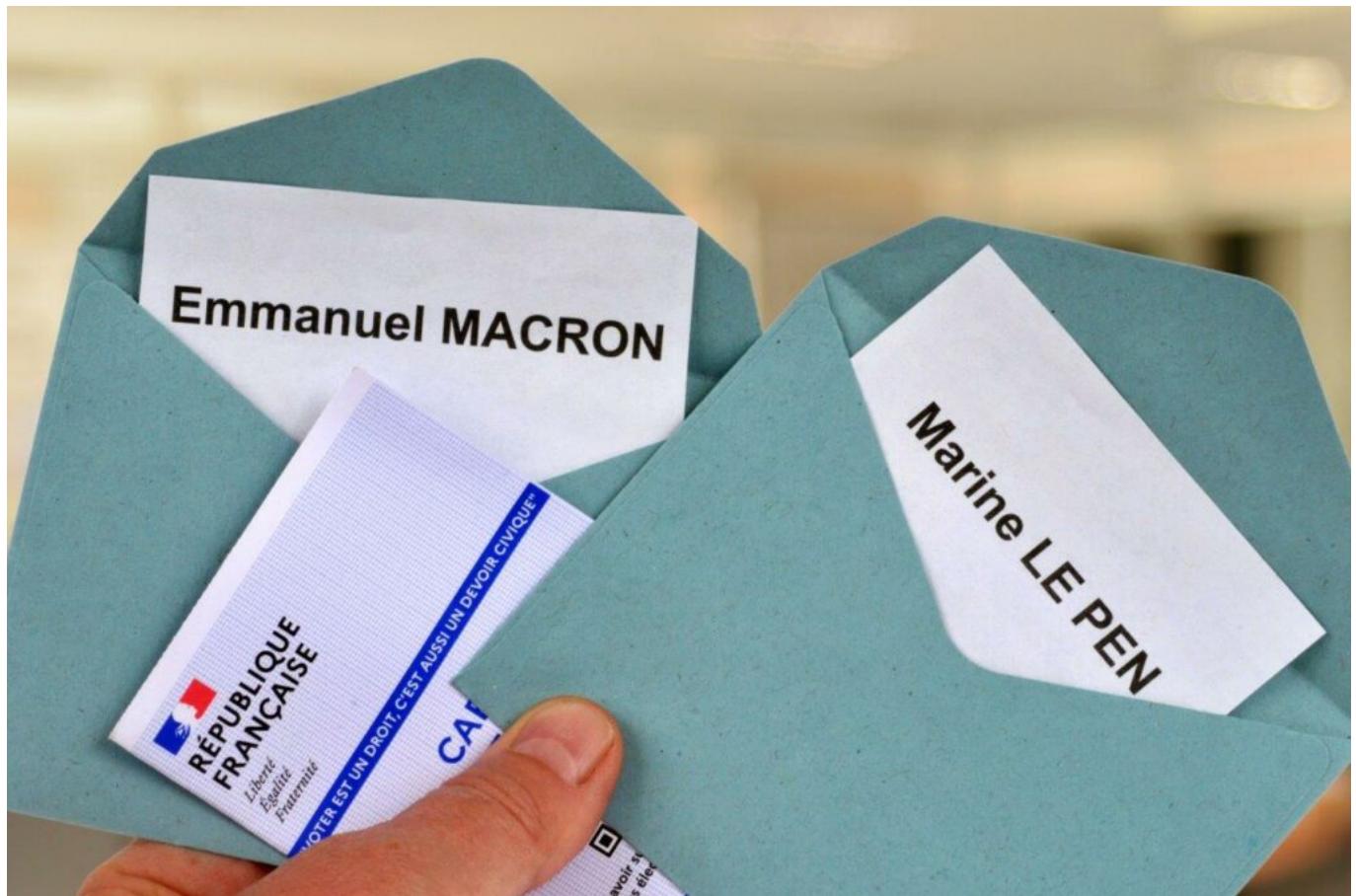


Ecrit par le 14 février 2026

Présidentielles : les parlementaires vauclusiens choisissent leur camp



Après Cécile Helle, maire socialiste d'Avignon, [qui a appelé à faire barrage à l'extrême droite](#), plusieurs parlementaires vauclusiens sont également montés au créneau à l'occasion du second tour de la présidentielle entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen afin de faire part de leur consignes de vote.

Ainsi, dans un communiqué le sénateur Jean-Baptiste Blanc (LR-Les républicains) explique qu'il « entend l'exaspération des électeurs qui n'en peuvent plus qu'on leurs disent ce qu'ils ont à faire ».

Pour autant, l'élu, aussi conseiller départemental de Vaucluse, rappelle que même s'il s'est opposé « aux projets de lois du gouvernement d'Emmanuel Macron » il reste « porté par ses valeurs et ses convictions ». Au final, Jean-Baptiste Blanc, qui assure « qu'il ne cessera jamais de combattre l'extrémisme », précise qu'il « ne votera jamais pour le Rassemblement national » sans pour autant

Ecrit par le 14 février 2026

préciser s'il allait voter pour le Président de la République sortant.

« Mon vote ne sera pas un blanc-seing pour Emmanuel Macron, ni un quitus et encore moins un ralliement, Conclut-il. Dès le 24 avril, je retrouverai ma liberté, mes idées et ma seule priorité : le Vaucluse. »

Alain Milon, l'autre sénateur LR vauclusien, n'hésite pas à afficher plus clairement sa position en suivant la consigne de vote de Valérie Pécresse et en appelant à voter pour le Président de la République.

Pour sa part, Julien Aubert, député LR de la 5^e circonscription de Vaucluse, annonce clairement qu'il ne votera pas Emmanuel Macron. Il ne devrait toutefois pas apporter son suffrage à la présidente du RN puisqu'il réfléchit plutôt à voter blanc. Tout comme Jean-Claude Bouchet, député LR de la 2^e circonscription.



Souad Zitouni, députée de la 1^{re} circonscription, a reçu la ministre chargée de la Ville, Nadia Hai avec laquelle elle s'est rendue dans les quartiers avignonnais de Saint-Chamand et de la Reine Jeanne pour échanger avec les habitants.

A l'inverse, bien que déçu par le score de sa candidate Anne Hidalgo, Lucien Stanzione, sénateur PS du Vaucluse, est sur la même longueur d'onde que la maire d'Avignon et appelle aussi à voter pour Emmanuel Macron.

Par ailleurs, les deux députés LREM (La République en marche) vauclusiens appellent forcément à voter pour leur candidat. Adrien Morenas, député de la 3^e circonscription, annonce déjà qu'il sera présent au

Ecrit par le 14 février 2026

meeting d'Emmanuel Macron au Pharo à Marseille samedi prochain.

De son côté, Souad Zitouni, députée de la 1re circonscription, a sorti le grand jeu en recevant la ministre chargée de la Ville, Nadia Hai avec laquelle elle s'est rendue dans les quartiers avignonnais de Saint-Chamand et de la Reine Jeanne pour échanger avec les habitants.

« Ce fût un moment chaleureux, où nous avons pu entendre les difficultés encore rencontrées par les habitants des quartiers ; mais aussi un moment de pédagogie où nous avons pu expliquer le rôle et l'ambition de l'État en matière de rénovation urbaine » explique l'élue qui appelle également « à la mobilisation générale pour Emmanuel Macron face à l'imposture de l'extrême droite, au repli et l'exclusion, contraires aux valeurs républicaines. »

La députée Souad Zitouni nommée membre titulaire de la commission régionale du FDVA



FDVA
FONDS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE

Toujours engagée dans des causes qui touchent la vie des Vauclusiens, la députée de la 1^{ère}

Ecrit par le 14 février 2026

circonscription du Vaucluse Souad Zitouni vient d'être désignée membre titulaire de la commission régionale du [Fonds pour le développement de la vie associative](#) (FDVA).

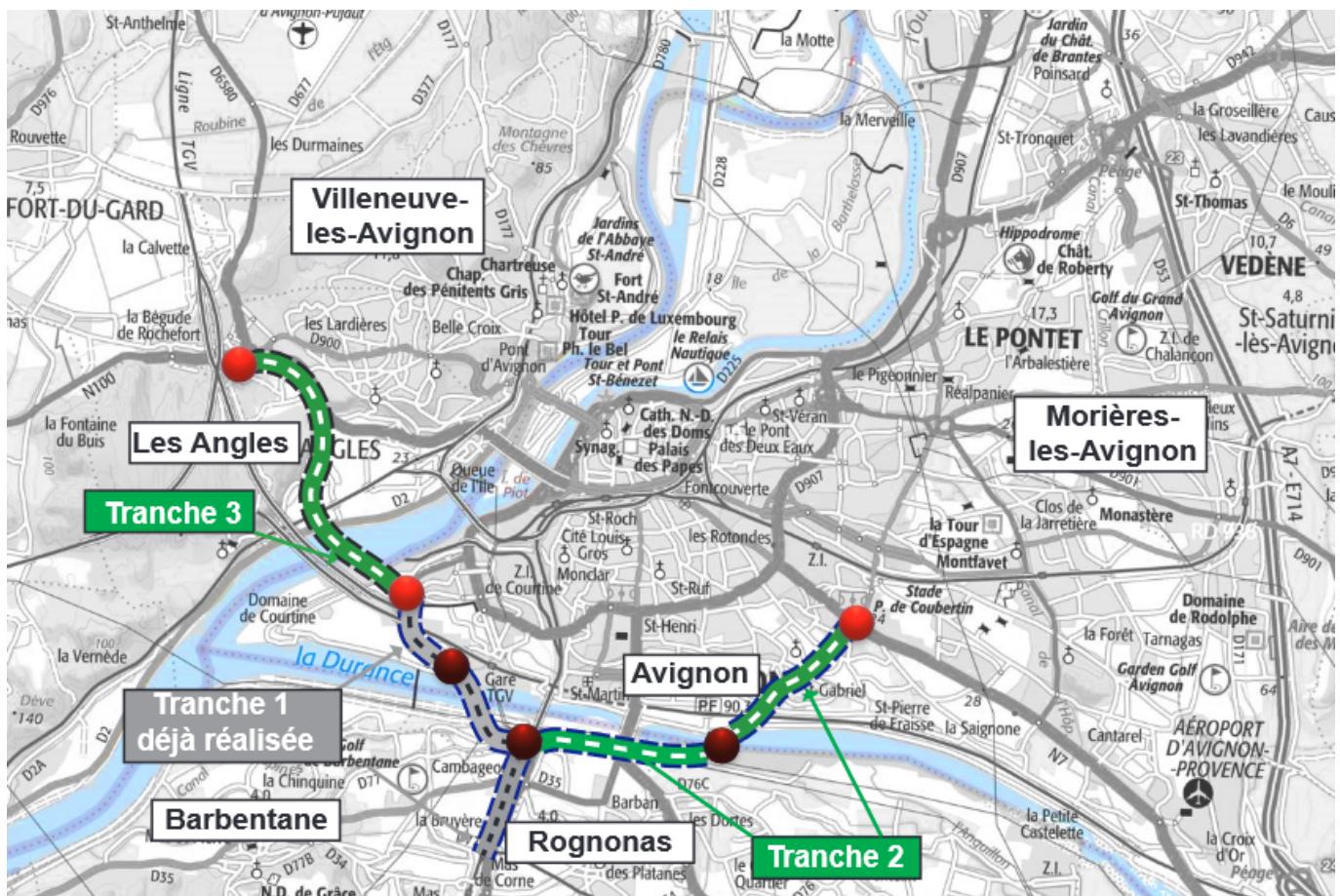
Nommée par Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale, Souad Zitouni est devenue membre titulaire de la commission régionale du FDVA. Ce dernier permet de soutenir les associations qui souhaitent développer la formation de leurs bénévoles, mais aussi leur fonctionnement et leurs projets innovants. Depuis le début de son mandat en mars 2020, la députée de la 1^{ère} circonscription du Vaucluse a pris part à de nombreuses causes qui touchent, de près ou de loin, le département.

Entre la [protection des enfants contre les écrans](#), la lutte pour la [mise en place d'un système de santé à l'Université d'Avignon](#), ou encore [son soutien envers le personnel des hôpitaux et des Ehpad](#), c'est tout naturellement que Souad Zitouni se tourne vers la vie associative du département. La députée se dit prête à « accompagner et soutenir financièrement le fonctionnement et les projets associatifs en Vaucluse au sein de la commission régionale. »

V.A.

LEO : une 2e tranche pour 2023 ?

Ecrit par le 14 février 2026



Après s'être adressée par courrier à Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué aux transports, c'est à l'assemblée nationale que la députée de Vaucluse Souad Zitouni a demandé des précisions sur les délais de réalisation de la LEO. Un dossier vital pour le bassin de vie d'Avignon dont on parle depuis près de 40 ans maintenant.

Dans un hémicycle très clairsemé, [Souad Zitouni](#), la députée de la première circonscription de Vaucluse, a questionné le gouvernement afin d'obtenir des précisions sur la réalisation du second tronçon de [la Liaison est-ouest \(LEO\)](#), au Sud d'Avignon.

Après avoir rappelé l'annonce de la reprise de ce contournement routier par le premier ministre Jean-Castex en janvier 2020 ainsi que l'importance de ce projet sur la santé des milliers d'habitants de la Rocade, « victimes de la pollution atmosphérique, sonore et visuelle générée par le passage sous leurs fenêtres de nombreux poids lourds et près de 35 000 véhicules », l'élue a demandé « davantage d'éléments sur le calendrier de mise en œuvre » des travaux.

En réponse, [Bérangère Abba](#), Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique, a annoncé qu'une nouvelle demande d'autorisation environnementale serait sollicitée cette année afin de débloquer la situation en vue de permettre un démarrage des travaux en 2023.

Ecrit par le 14 février 2026



Souad Zitouni, députée La République en Marche de la première circonscription de Vaucluse, questionne Bérangère Abba, Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique sur le calendrier des travaux de la LEO.

Un projet structurant qui constitue le chaînon manquant

« Ce projet structurant pour le territoire du Vaucluse permettra d'améliorer significativement la desserte de l'agglomération avignonnaise et de délester son centre-ville, offrant ainsi un meilleur cadre de vie aux milliers de riverains concernés, dont la majorité sont des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville à Avignon, a ainsi expliqué Bérangère Abba. Ce projet constitue également le chaînon manquant pour organiser le report modal vers les transports collectifs et les mobilités douces. »

Si une première tranche (le projet en compte 3 pour un tracé total de 13km) a été inaugurée en 2010 entre Avignon et Rognonas avec le franchissement de la Durance, les deux autres phases n'ont toujours pas vu le jour malgré un projet qui remonte à près de 40 ans maintenant.

Alors que le franchissement du Rhône pour relier Courtine aux Angles est actuellement au point mort en raison notamment de la région Occitanie et du Conseil départemental du Gard qui jouent les abonnés absents en matière de financement, la deuxième tranche (entre le Nord des Bouches-du-Rhône et le rond-point des amandiers à Avignon avec un nouveau pont sur la Durance) bénéficie pour sa part d'une inscription de près de 143M€, dont 54M€ financés par l'Etat, au contrat de plan Etat-Région en vigueur de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de permettre sa réalisation.

La volonté de l'Etat n'est nullement remise en cause

L'autorisation environnementale de la deuxième tranche, dont l'obtention est nécessaire au démarrage des travaux, a été prise par arrêté préfectoral du 31 mai 2021. Toutefois, un recours en contentieux

Ecrit par le 14 février 2026

contre cet arrêté a été initié en octobre dernier devant le Tribunal Administratif de Marseille suite notamment [à l'avis défavorable](#), mais uniquement consultatif, de l'AE (Autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable) sur le tracé actuel de la deuxième tranche.

« Cette procédure contentieuse ne remet nullement en cause la volonté de l'Etat de poursuivre l'aménagement de la LEO, qui reste intacte, insiste la Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique. Ainsi, en concertation avec les cofinanceurs de l'opération, il a été décidé d'engager des études complémentaires visant à consolider son évaluation environnementale et garantir ainsi sa sécurité juridique. Sur cette base, une nouvelle demande d'autorisation environnementale sera sollicitée en 2022 en vue de permettre un démarrage des travaux en 2023. Un comité de pilotage se tiendra, si besoin, à l'été 2022 afin d'informer les cofinanceurs de l'avancement des études complémentaires et des étapes procédurales à venir. »

L'intervention de Souad Zitouni et la réponse de Bérangère Abba, Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique à découvrir ci-dessous en vidéo.

Souad Zitouni emmène des jeunes vauclusiens à la découverte de la BA115

Ecrit par le 14 février 2026



Le [Commandant Patrice Hugret](#) et les équipes de la [Base aérienne 115 d'Orange](#) ont accueilli l'association de [l'Avenir Saint Louisien](#), jeunes et accompagnateurs, à l'initiative de [Souad Zitouni](#), Députée de la 1re Circonscription de Vaucluse.

Cette visite avait pour objectif de faire découvrir les différentes facettes de l'Armée de l'Air à de jeunes vauclusiens. Le commandant de la BA115, leur a proposé de découvrir différents métiers liés à l'aviation militaire.

Dans le détail ?

La base accueille plus de 54 spécialités du boulanger jusqu'au pilote d'avion, en passant par le mécanicien ou le secrétaire, ou encore l'ébéniste ou le plombier. Lors de cette découverte des métiers de l'Armée de l'Air à la Base aérienne, Les jeunes ont notamment pu monter à bord d'un hélicoptère 'Fennec', comprendre les missions assurées par les avions Mirage 2000 et observer un décollage inédit de quatre d'entre eux depuis le tarmac au pied de la Tour de contrôle.

Ecrit par le 14 février 2026



Ecrit par le 14 février 2026

Souad Zitouni et le commandant Patrice Hugret

La base aérienne 115 Capitaine de Seynes

Est caractérisée par ses missions opérationnelles permanentes de posture permanente de sureté air (PPS air) et de recherche et sauvetage ; La présence de deux types d'aéronefs, Fennec et M2000, dont la mise en œuvre et la maintenance sont assurées par un Escadron de soutien technique aéronautique (ESTA) bi-pôle ; La mission de formation au profit des équipages Fennec et M2000 assurée respectivement par le centre d'instruction des équipages d'hélicoptères (CIEH) 00.341 Colonel Alexis Santini et l'escadron de chasse (EC) 02.005 Ile de France ; La mission de formation militaire au profit du personnel de l'armée de l'air et de l'espace (formation militaire élémentaire des militaires techniciens de l'air, formation des commandos de l'air et mise en condition avant projection) au sein du centre de préparation opérationnelle du combattant de l'armée de l'air (CPOCAA) 25.466 installé au quartier Geille (Orange centre) ; Elle est engagée tant sur le territoire national que sur les théâtres d'opérations extérieures. La base compte environ 1800 personnels avec les soutiens.

L'Avenir Saint Louisien

Développe depuis 25 ans des actions à destination des habitants du Pontet et ses alentours. Mission ? S'inscrire dans des actions à moyen et long terme qui permettent de travailler en profondeur sur les problématiques que rencontrent les habitants. Il y est question d'intégration sociale, de mixité sociale, ethnique et intergénérationnelle, notamment via des événements socioculturels, des opérations de redynamisation de la vie de quartier ; favoriser la vie locale via des Olympiades de la citoyenneté dans les écoles et remise de diplômes aux enfants en présence des autorités civiles et militaires) ; de favoriser le développement, l'épanouissement et l'émancipation de chacun et l'autonomie de tous. Ainsi l'association est organisée autour de 3 pôles : Médiation sociale ; Enfance-jeunesse et Familles.

Ecrit par le 14 février 2026



Le fennec

L'Armée recrute

Vous cherchez un stage de 3^e ? Il est possible de le faire au sein de l'Armée ! Rendez-vous sur le site pour postuler : <https://www.stages.defense.gouv.fr>

Vous cherchez un contrat d'apprentissage et vous avez moins de 29 ans ? Le Ministère des Armées recrute près de 2000 apprentis au sein de ses directions, postulez ! Vous avez entre 16 et 30 ans et le niveau brevet ? Vous pouvez devenir militaire technicien de l'air ! Titulaire d'une licence et moins de 27 ans ? Le contrat-armées jeunesse (CAJ) pourrait fortement vous intéresser. Autres profils sur <https://devenir-aviateur.fr/>

MH

Ecrit par le 14 février 2026



Les mirages

Souad Zitouni, députée de Vaucluse soutient l'Hôpital et les Ehpad

Ecrit par le 14 février 2026



Souad Zitouni, la députée de la 1^{re} circonscription de Vaucluse a porté la voix des soignants de l'hôpital et des Ehpad (Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) auprès de l'Agence régionale de santé (ARS), dans le cadre du Ségur de la santé.

La députée a demandé plus de moyens financiers pour les personnels et les établissements et également insisté sur la nécessité de poursuivre, au quotidien, cet élan financier afin de ne pas laisser se dégrader le fonctionnement de l'hôpital. Souad Zitouni a d'ailleurs souligné son soutien au projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire. Quant à la stratégie régionale d'investissement à 10 ans, l'ARS lui a répondu dans le détail. Les projets ont été estimés et parmi eux, des travaux à l'hôpital d'Avignon à hauteur de 109M€, Le Centre hospitalier spécialisé de Montfavet de 11,6M€, Synergia à Carpentras pour 1,2M€ et le centre hospitalier d'Orange à hauteur 5M€.

Sur le terrain

Dans la foulée, la députée s'est rendue à l'hôpital Henri Duffaut d'Avignon pour y rencontrer Pierre

Ecrit par le 14 février 2026

Pinzelli, le nouveau directeur du centre hospitalier ainsi qu'à l'Enclos Saint-Jean -Ehpad situé à Avignon-pour y rencontrer Fanny Coudray, la nouvelle directrice.

L'Hôpital d'Avignon

Durant cette rencontre à l'Hôpital d'Avignon, Pierre Pinzelli, le nouveau directeur hospitalier a évoqué le Ségur de la Santé et l'aide du Ministère de la santé qui permettra la réhabilitation des tours A et B, l'extension et la restructuration des urgences ainsi que le doublement des lits de réanimation et de soins continus pour un coût prévisionnel de 109M€. La députée s'est alors inquiétée de la saturation des services de réanimation, malgré l'ouverture de nouveaux lits, à 90% occupés par des patients non vaccinés. Elle a exprimé toute sa gratitude pour la mobilisation des équipes soignantes et du personnel, particulièrement durant ces deux dernières années de crise sanitaire.

Le Ségur de la santé

Pour rappel le Ségur de la santé totalise, pour la France, 19 milliards d'euros à destination des hôpitaux et Ehpad ainsi qu'une revalorisation des rémunérations des soignants de 290€ mensuels pour les infirmiers en début de carrière. A cette occasion, Souad Zitouni a précisé que le Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet bénéficiera d'une aide à hauteur de 3,5M€ dans le cadre de ses projets de restructuration et la création d'une Unité de Soins Intensifs Psychiatriques (USIP).

Dans le détail

Dans le cadre du Ségur de la Santé, l'EHPAD Saint-André (80 places) ainsi que son Pôle d'Activités et de Soins (PAS de 14 places) bénéficiera d'une réhabilitation. Enfin, le Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet bénéficiera d'une aide à hauteur de 3,5M€ dans le cadre de ses projets de restructuration et la création d'une Unité de Soins Intensifs Psychiatriques (Usip).

Une nouvelle directrice pour l'Enclos Saint-Jean

Enfin, Souad Zitouni s'est rendue à l'Enclos Saint-Jean d'Avignon à l'occasion de l'arrivée de la nouvelle directrice, Fanny Coudray qui remplace Marcel Maggia, parti en retraite.

Le courrier de l'ARS

Dans un courrier de l'Agence régionale de Santé (ARS) adressé à la députée, Philippe de Mester, directeur-général de la Délégation départementale de Vaucluse a détaillé la place du handicap dans le nouveau plan, ainsi que les revalorisations salariales des équipes médicales et paramédicales ainsi que de sommes allouées aux établissements en difficulté pour assainir la situation financière.

Les établissements

Ainsi, l'Ehpad **l'Oustalet à Malaucène** est conforté dans sa réhabilitation et extension de 63 lits pour un coût prévisionnel de 7,1M€ dont une aide prévisionnelle de l'Ars de 1,1M€. L'Ehpad du **Centre hospitalier de Cavaillon-Lauris** fait également partie d'un projet de restructuration de la filière médico-sociale pour personnes âgées sur un site unique de 107 places +12 accueil de jour (AJ) et la création d'un Pôle d'activités et de soins adaptés (Pasa). Cette structure permet d'accueillir, en journée, les résidents de l'Ehpad ayant des troubles du comportement modérés, leur proposant des activités sociales et thérapeutiques afin de maintenir ou de réhabiliter leurs capacités.

Ecrit par le 14 février 2026

Et aussi

Il est aussi question de la réhabilitation de l'Ehpad de **Saint-André-Coallia à Morières-lès-Avignon** comprenant 80 places et également un Pasa de 14 places. Les Ehpad **Le Tilleul d'Or** (46 places) et **Les Arcades** (66 places) situés respectivement à **Sablet et Sainte-Cécile-Les-Vignes** pourraient également être regroupés et adjoint d'un Pasa. Enfin, l'Ehpad **l'Âge d'or de Cucuron** serait entièrement revu pour passer de 51 places à 70 places. Pour ces 4 opérations les montants financiers sont encore à déterminer. D'autres projets en lien avec la ville et l'hôpital, notamment dans la prise en charge des maladies chroniques, le numérique en santé, le handicap et l'accès aux soins sont à l'étude auprès de la Délégation départementale de Vaucluse.

Assainissement financier

Les établissements aidés au titre de l'assainissement financiers sont, en autres, le Centre hospitalier d'Avignon Henri Duffaut pour 22M€, L'Institut Sainte-Catherine pour 7,3M€, le Centre hospitalier Louis Giorgi d'Orange pour 3,5M€, le Centre hospitalier Jules Niel de Valréas pour 2,7M€, le centre hospitalier du pays d'Apt pour 1,8M€...



Ecrit par le 14 février 2026

Souad Zitouni à l'hôpital d'Avignon en compagnie de Pierre Pinzelli le nouveau directeur du centre hospitalier , Karine Ronat la directrice coordinatrice générale des soins et Guillaume Granier le président de la Commission médicale d'établissement

Souad Zitouni, députée : 'je fais ce pour quoi j'ai été élue !'



Studio Delestrade Avignon

Souad Zitouni a réuni près de 150 personnes à Avignon afin de faire un point d'étape sur ses interventions de Députée de la 1re Circonscription de Vaucluse, d'un mandat qu'elle occupe depuis le 29 mars 2020 et pour lequel elle a été élue en 2017, aux côtés de Jean-François Césarini, décédé des suites d'une longue maladie.

Ecrit par le 14 février 2026

«Etre Députée, c'est aimer les gens et le terrain sur lequel on les rencontre, c'est interpeller les Ministres avec comme priorité l'intérêt des français et en particulier de vous, les habitants de ma circonscription, a entamé [Souad Zitouni](#). L'une de mes premières actions ? Porter la voix des acteurs culturels de notre territoire afin de débloquer des fonds nécessaires à leur survie et permettre le déroulement du Festival d'Avignon vital pour la Cité des Papes.»

La crise sanitaire

La députée a ensuite évoqué, le Covid avec «l'accompagnement de l'Etat pour les entreprises et acteurs associatifs à hauteur de 20M€, c'est également près de 80M€ de crédit d'impôt à destination de 7 000 entreprises.»



Les jeunes

[Souad Zitouni](#) le martèle, les jeunes sont sa priorité. «J'ai apporté mon soutien aux publics les plus fragiles, en particulier les jeunes et les étudiants. J'ai contribué activement à la réflexion dans le cadre de l'enquête sur les conséquences du Covid afin que cette génération ne soit pas sacrifiée mais protégée. Le Ministre de l'Education Nationale Jean-Michel Blanquer sur la continuité pédagogique et les dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire. J'ai fait de la [jeunesse](#) un pilier majeur de mon engagement, m'engageant dans la commission qui leur est dédiée à l'Assemblée Nationale. J'ai pris la parole à

Ecrit par le 14 février 2026

l'Assemblée Nationale le 29 octobre dernier en tant que porte-parole du budget de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche résolument tournés vers la solidarité dans le Projet de Loi de Finances 2022 (PLF 2022).»

Enseignants & étudiants

«Nous avons voté -avec mes collègues de la majorité présidentielle- une nouvelle prime pour les enseignants chercheurs, le gel des droits d'inscription à l'Université mais aussi des loyers pour les étudiants ; Ou encore la continuité des repas à 1€ pour les étudiants boursiers et précaires. C'est aussi la gratuité de la contraception pour toutes les femmes jusqu'à 25 ans dès le 1er juillet 2022. C'est également la création du pass culture pour les jeunes dès l'âge de 15 ans depuis cette année qui permet aux jeunes d'avoir accès à 380€ de produits et activités culturels, ce sera même 500€ dès 2022. L'éducation est une arme douce pour chacun d'entre nous, qui nous accompagne et nous aide à grandir et à vivre.»



Fleuristes, agriculture, commerces de détail

«J'ai interpellé le Ministre de l'Agriculture Julien Denormandie sur la situation des fleuristes, des exploitations agricoles et la filière viticole ; Le Ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire sur la situation des Chambres de Commerce et d'Industrie ; Ou encore le Premier Ministre Edouard

Ecrit par le 14 février 2026

Philippe puis Jean Castex afin de défendre les petits commerces non essentiels qui faisaient face à une concurrence perçue comme déloyale ; sans oublier la levée du Pass-sanitaire dans certaines zones commerciales lorsque le taux d'incidence était, alors, en forte baisse.»

Pouvoir d'achat

«'45% des français placent le pouvoir d'achat dans leurs 3 principales préoccupations'. Depuis le début du quinquennat, celui-ci est la priorité des français, j'ai souvent été interpellée par des familles qui éprouvaient des difficultés à boucler la fin de mois. C'est pourquoi la prime d'activité a été élargie avec 170€ par mois en plus pour un travailleur au Smic (salaire minimum de croissance de 1 589,47€), c'est aussi la suppression de la taxe d'habitation, la revalorisation du chèque énergie, la baisse de l'impôt sur le revenu, l'augmentation de l'AAH (Allocation aux adultes handicapés). Depuis 4 ans, c'est en moyenne 300€ de moins à payer pour 17 millions de foyers.»

Le département

«Dans le département, près de 10 000 foyers ont bénéficié de la Prim'Rénov, 4 000 entreprises de France Numérique, près de 200 structures culturelles sont bénéficiaires de fonds de soutien, 15 000 contrats d'apprentissage ont été signés pour l'emploi et la formation des jeunes, 5 000 jeunes de 16 à 25 ans sont accompagnés par la Garantie Jeunes, enfin, 600 primes à l'embauche ont été déployée pour les personnes handicapées.»

La Santé

«J'ai œuvré pour une revalorisation des salaires de nos personnels de santé permettant, dorénavant, à une infirmière en début de carrière de percevoir 290€ de plus par mois. C'est même 500€ net par mois en plus pour les sages-femmes ou encore une revalorisation de la rémunération des sapeurs-pompiers à hauteur de 50€.»

Ecrit par le 14 février 2026



Sécurité

«Dernièrement, 36 renforts de policiers et gendarmes ont été déployés dans notre Département dont 31 à Avignon. Cela permet la création d'un groupe de sécurité de proximité afin de lutter contre la haute délinquance, notamment de nuit.»

La rocade d'Avignon

«Je m'étais en effet engagée le 17 septembre 2021 à interroger Jean-Baptiste Djebbari, Ministre des Transports, et ses équipes afin de commander de nouvelles études sans que cela ne perturbe le calendrier des opérations, ce que j'ai fait dès le 30 septembre 2021. Le comité de pilotage de la liaison Est-Ouest d'Avignon, tenu le 7 octobre 2021, a entériné cette décision sans retarder le projet.»

Avant de décliner ses actions

Avant de décliner ses actions, Souad Zitouni a rendu hommage à Jean-François Césarini : «Vous m'avez fait confiance en 2017, aux côtés de Jean-François Césarini pour qui j'ai une pensée affectueuse et respectueuse ce soir, parce que je porte votre voix et défends votre territoire ! Pour moi, la République permet l'émancipation et l'éveil des consciences grâce à son système éducatif qui m'a permis de devenir avocate au barreau d'Avignon, moi fille d'immigrés algériens. Je mesure la chance qui est la mienne d'être là devant vous à force de travail et de pugnacité.»

Ecrit par le 14 février 2026

Enfin, Souad Zitouni a invité Inès Bigonnet, jeune lycéenne de la section musique du Lycée Aubanel à Avignon, à entamer la Marseillaise reprise par l'assistance.



L'Hymne à l'inclusion au cinéma Le vox, ce mercredi 24 novembre

Ecrit par le 14 février 2026



Le mercredi 24 novembre 2021, de 17h30 à 19h, le film 'L'hymne à l'inclusion' réalisé par Tarik Ben Salah, d'une durée de 50 minutes, sera projeté au cinéma Le vox, place de l'Horloge à Avignon. [Souad Zitouni](#), députée de Vaucluse, sera la marraine de cette projection gratuite, ouverte à toutes celles et ceux qui souhaitent en savoir davantage sur l'inclusivité des personnes en situation d'autisme en entreprise. A l'issue de cette projection, un temps d'échange est prévu avec la salle.

Plus d'informations, [cliquez ici.](#)

L.M.

La députée Souad Zitouni se mobilise en faveur de la santé à l'Université d'Avignon

Ecrit par le 14 février 2026



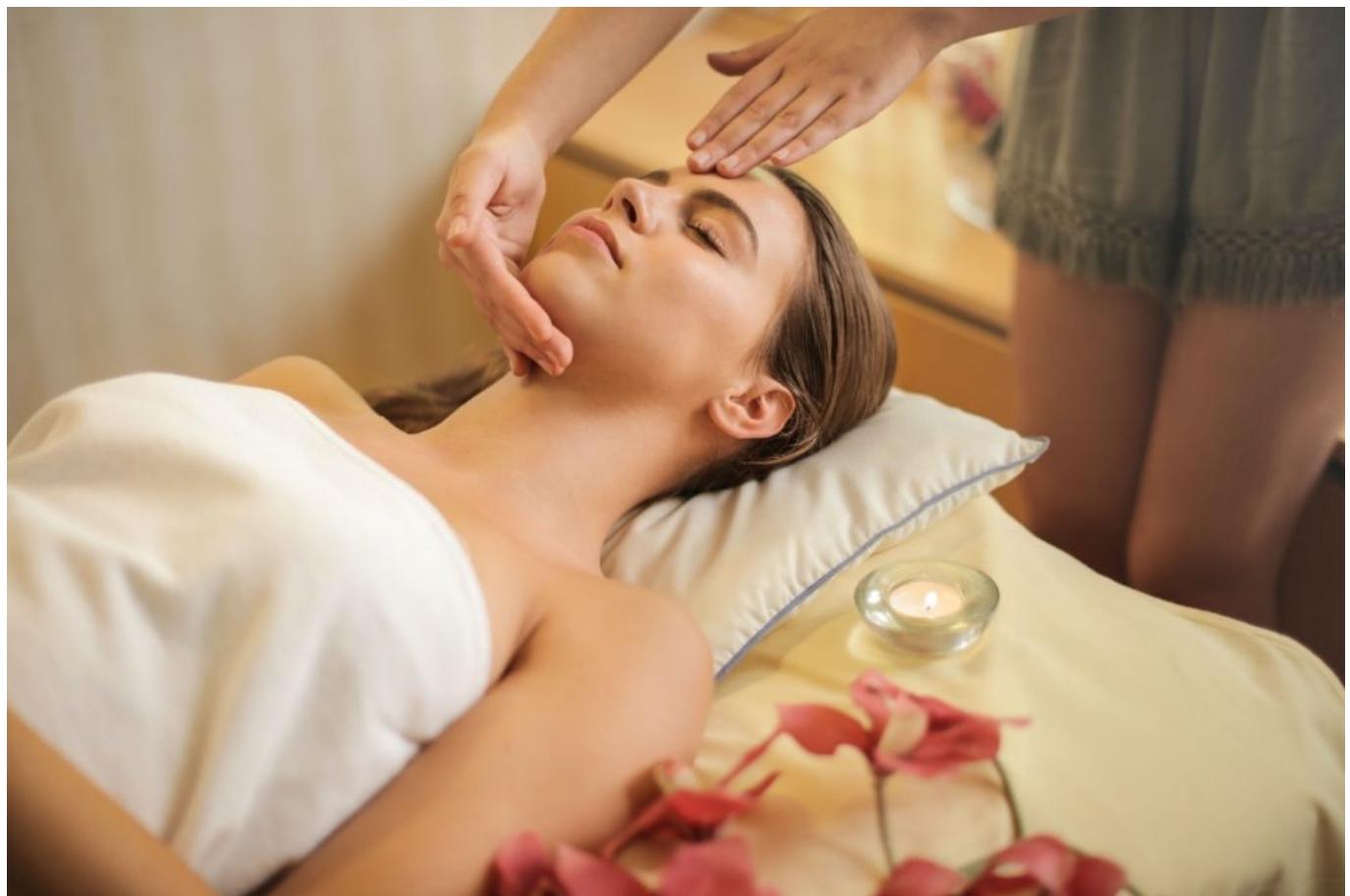
L'Université d'Avignon dispense 69 formations et accueille environ 7 500 élèves sur ces deux campus. Pour soutenir cette institution et pallier l'absence de SSU (Système de santé universitaire), la députée de la 1^{ère} circonscription a récemment contacté le recteur de l'Académie d'Aix-Marseille.

« L'Université d'Avignon était jusqu'à récemment en étroite liaison avec l'Université d'Aix-Marseille avec un système de santé étudiant mutualisé. Or, cette dernière a maintenant son propre système de médecine préventive indépendant, sans que l'Université d'Avignon ait eu le temps de s'adapter, expose la députée. La situation médicale de nos étudiants vauclusiens est donc critique, au risque que de nombreux étudiants ne puissent bénéficier d'un accompagnement adapté pour la rentrée de septembre prochain. L'objectif de l'Université aujourd'hui est de pallier au besoin grandissant des étudiants en cette crise sanitaire, tout en répondant à des problématiques connues de toutes les universités que nous ne pouvons négliger, s'agissant notamment des élèves en situation de handicap. »

La députée a contacté le recteur de l'académie en avril dernier. Dans l'attente de la mise en place de ce SSU, ce dernier a assuré le développement de consultations médicales gratuites en ligne, avec plus de 40 spécialistes disponibles 7j/7, de 6h à minuit. « Des solutions pratiques que je salue mais qui ne règle pas le problème au niveau structurel. Car oui, l'enjeu est fondamental : il nous faut donner à l'Université les moyens d'assurer un suivi efficace et cohérent, par le recrutement de deux médecins, deux infirmiers, deux secrétaires médicales et d'un psychologue, pour qu'elle puisse s'appuyer, en temps de crise sur un service de santé hautement compétent et adapté aux besoins de toutes et tous. »

Ecrit par le 14 février 2026

Vaucluse : la députée Souad Zitouni interpelle le ministre de l'Economie sur la réouverture des instituts de beauté



Le doute planait depuis plusieurs jours, mais les représentants des instituts de beauté n'ont pas obtenu ce qu'ils espéraient : un traitement égal à celui des coiffeurs, qui peuvent continuer de recevoir des clients en dépit des nouvelles restrictions.

Après avoir expliqué dans un premier temps que seuls les commerces dits essentiels pourraient rester ouverts, le porte-parole du gouvernement [Gabriel Attal](#) a rapidement précisé que les coiffeurs pourraient bel et bien continuer de recevoir du public. Une annonce qui a provoqué l'incompréhension totale au sein

Ecrit par le 14 février 2026

de la Confédération nationale artisanale des instituts de beauté du Vaucluse ([Cnaib](#)), qui a très vite réclamé un traitement identique, alors même que les instituts partagent le code de nomenclature commerciale dit 'Naf' (Nomenclature d'activités française).

Députée de la 1ère circonscription du Vaucluse, [Souad Zitouni](#) a été interpellée par la confédération du Vaucluse et a tenu à adresser un courrier à [Monsieur Le Maire, Ministre de l'Economie](#). « Nos instituts de beauté ne demandent qu'à reprendre le travail, notamment en cette période de printemps qui marque le début de la forte saison pour ce secteur. Alors que la clientèle est là et que la demande de rendez-vous explose, ces professionnels sont dans l'incapacité de travailler. Il est indispensable que ces professionnels puissent continuer leur travail en cette période de confinement. »

Des discussions se sont poursuivies ces derniers jours avec les services de Bercy et le ministre délégué en charge des petites et moyennes entreprises [Alain Griset](#). Des discussions vaines puisque la situation demeure inchangée. Stéphanie Rodriguez, présidente de la Cnaib du Vaucluse ne cache pas son désarroi. « Lorsque nous avons appris que les salons de coiffure pouvaient ouvrir leur porte, notre syndicat national a naturellement pensé que les instituts de beauté étaient également concernés. C'est l'incompréhension, l'injustice et l'incohérence totale. D'autant plus que nous appliquons toutes les mesures sanitaires. Les clients sont reçus individuellement, nous n'avons jamais eu de cluster, et toutes les mesures d'hygiène et de distanciation sont appliquées. »

Une situation d'autant plus frustrante que le carnet de commande est généreusement rempli et la clientèle au rendez-vous. « Les clients ont plus de temps libre en cette période, ils souhaitent prendre soin d'eux et de leur bien-être mental dans une période soumise à beaucoup d'anxiété. On nous a tout simplement coupé l'herbe sous le pied », explique Stéphanie, également gérante de [L'Instant Boudoir au Pontet](#). La profession affiche une profonde incompréhension, notamment portée par Cécile Michel, présidente du Mouvement des esthéticiennes de France (MEF), rapidement devenue porte-parole. Sa [tribune](#) publiée sur son compte Facebook souligne une incompréhension totale en France où « le marché représente 288 465 entreprises, plus de 540 000 emplois, plus de 37 milliards d'euros de chiffre d'affaires. »

Rappelons que l'artisanat en région Paca représentait 350 000 actifs au 1^{er} janvier 2020, 34% des activités portait sur les services. Dans le Vaucluse, les entreprises artisanales représentaient 39% des entreprises employeuses et le département comptait 18 015 salariés en 2019. *Source : Chambre des métiers et de l'artisanat Paca.*